



Union Fédérale des Retraités

La lettre d'infos militantes de l'UFR

N° 8

25/07/2020



Edito

En attendant la seconde vague, on va se prendre un tsunami.

Le nombre de décès du COVID-19 diminue chaque jour en France et le total des décès est désormais passé presque sous silence.

Nous n'allons pas embêter tout de suite les nouveaux ministres, redoublants pour les $\frac{3}{4}$, qui sortent d'un jeu de chaises musicales épuisant.

Et puis d'ailleurs, nous sommes en sécurité maintenant que Super Roselyne, parée d'une solide expérience acquise aux grosses têtes, est revenue pour nous protéger. Vous n'aurez toujours pas de vaccin COVID-19 mais vous pourrez vous inoculer celui du H1N1. Dommage qu'au lieu d'obtenir le ministère de la Culture, celle-ci n'est pas été promue ministre du bouillon de culture.

Nous sommes encore plus rassurés avec la promotion de Pompili qui est devenue militante pour les Verts depuis qu'elle a découvert la couleur du dollar. Les problèmes environnementaux vont être réglés si elle accorde d'abord les écologistes divisés sur plusieurs hypothèses de l'arrivée du virus dont celle du réchauffement climatique qui a dégelé le Permafrost (pour faire simple, ce n'est plus le pangolin le responsable mais les virus de l'homme de Néandertal), ou de celle de la densité humaine trop forte et de son impact sur la biosphère qui ont contribué à propager le virus.

Moi, ma version privilégiée reste l'incident technique du laboratoire Mérieux de Lyon à Wuhan, car il ne me semble pas que la Chine soit l'épicentre d'une calotte glacière en plein dégel ? Connaîtrons-nous la vérité un jour où celle-ci restera-t-elle matière aux délires des climatopsceptiques comme Trump, ou de certains Verts malthusianistes prêts au sacrifice humain ?

Notre société va devenir plus juste grâce à Dupond-Moretti, alias « Acquitator » à ne pas confondre avec Dark Vador. Il va nous garder tous ces sots en descendant de la scène du théâtre, tout comme Bachelot et Schiappa qui ont également clôturé leurs représentations. Cette affluence descendue des planches nous prouve que nous ne sommes pas ici dans « La guerre des étoiles » mais bien dans « La piste aux étoiles ». Un vrai cirque avec l'animation orchestrée par Monsieur Loyal, alias Jean Casse-tête, quand même soucieux de revoir à la baisse ses 208.000 € de revenus de 2019.

Ce dernier, Macron et Acquitator vont défendre becs et ongles la présomption d'innocence. Quel beau principe pour protéger surtout les puissants ! Désormais un ministre mis en examen ne démissionne plus, mais pour la première fois, le voilà promu ministre de l'Intérieur. Nos hauts dirigeants politiques et financiers n'ont plus rien à craindre. Acquitator en a défendu d'autres : Tapie, Sarkozy, Balkani et même un chef des djihadistes... Avec les procédures à rallonge, appels, contre-expertises et autres ficelles des caïds du barreau qu'on ne met jamais derrière, les truands en cravate Hermès peuvent parader tranquilles, Dassault a fait sa vie sans l'issue de ses procès...

Sortons de cet épisode du remaniement que nous ne pouvions éviter du gouvernement Macron III pour nous reconcentrer sur la crise sanitaire :

Pour le bien de l'économie, la pandémie est presque disparue en France, même si le virus rôde encore sous d'autres ciels. Il est parti paître dans des prairies lointaines de l'autre côté des océans, aux États-Unis, en Amérique Centrale et du Sud, en Australie et en Inde...

Nous pourrions nous sentir sortis d'affaire mais pourtant il y a quelque chose qui cloche même en Europe. On ne risque pas grand-chose, pourriez-vous me dire, c'est comme le nuage de Tchernobyl, il est tout autour, mais pas chez nous ou bien caché. Nous ne travaillons pas dans un abattoir allemand. Nous ne sommes pas en vacances en Catalogne ni en pèlerinage à Lisbonne.

Ce serait faire fi des nouveaux clusters en Mayenne, 450 répertoriés en France et de l'ensemble des prévisions des divers scientifiques et experts (dont nous avons appris à nous méfier de leur certitude et encore davantage de leur doute) qui tous affirment qu'une deuxième vague est quasiment inévitable. Celle-ci serait gérée sans confinement général puisque les réserves de masques et de gel hydro-alcoolique permettront aux salarié.e.s de sauver la fortune des riches.

Vous porterez des masques pas forcément gratuits partout et pour tous, vous ne ferez plus la bise à la famille mais vous embrasserez votre carrière pour le bien de l'économie.

Cette deuxième vague, quelle qu'en soit son ampleur ne sera de toute façon rien en rapport du tsunami social qui s'apprête à s'abattre sur nous. Malgré les milliards versés aux entreprises et notamment aux grands groupes, les plans sociaux tombent et s'annoncent nombreux. Les salarié.e.s en chômage partiel subissent des pertes de salaires sans mesurer l'impact que celles-ci auront sur leurs futures retraites.

Un million de jeunes arrivent sur le marché du travail en septembre sans aucun débouché et la crise a montré combien l'ubérisation du marché du travail est un leurre. Les auto-entrepreneur.e.s et salarié.e.s du secteur ne sont que les esclaves des entreprises numériques mondiales qui s'affranchissent de toute responsabilité sociale.

Déjà le Gouvernement et le patronat, après s'en être pris aux acquis sociaux des salarié.e.s (RTT, jours de congé, baisses des salaires,..), agitent l'étendard contre le système des retraites. Quel mépris de vouloir à nouveau reculer l'âge de la retraite vis-à-vis de ces jeunes laissés sur le carreau et des anciens appelés à s'inscrire dans les plans volontaires de départ. Mais Macron 2022 souhaite respecter une partie de ses pires promesses de campagne 2017 en divisant à nouveau les français.e.s par des attaques prioritaires sur ceux qui bénéficient de régimes spéciaux ainsi que sur les fonctionnaires, alors qu'il exonère désormais de réforme les professions libérales.

Que reste-t-il de l'universalité qu'il mettait en exergue pour justifier sa réforme par points ? Rien !

Il joue son élection en flattant les égoïsmes et les corporatismes alors qu'il devrait être au service de toute la nation et des français.e.s.

Si la crise du Coronavirus laissera des traces sur l'économie pendant plusieurs années, le tsunami Macron dévastera notre système social.

En octobre 2020, la CGT organisera partout en France des événements dans le cadre de l'anniversaire des 75 ans de la Sécurité Sociale et ce sera une occasion pour nous de rappeler son utilité et son efficacité et de mener campagne pour une Sécurité Sociale qui est le patrimoine des Français.e.s et notamment de celles et ceux qui n'ont rien.

Didier Louvet



« On ne veut pas de médaille, on veut un salaire à la hauteur de ce qu'on apporte à la société »

Médecins, aides-soignants et infirmiers ont manifesté les 16 juin et 30 juin, dans toute la France pour rappeler le gouvernement à ses promesses sur l'hôpital, en plein « Ségur de la santé ».

Pour eux, les 6,3 milliards d'euros avancés par le gouvernement ne suffisent pas à convaincre.

Trois revendications essentielles sont portées et ont alimentés les slogans des manifestants :

Embauches massives

Augmentation de salaire pour tous à hauteur de 300 euros minimum quel que soit le métier.

La fin des fermetures de lit pour une capacité d'accueil optimale.

Plus de 250 rassemblements ont eu lieu dans le pays, dans le cadre de ces journées d'action nationale, organisée la CGT, FO, UNSA, SUD, Collectif inter-hôpitaux....

L'objectif était de mettre à profit le soutien engrangé auprès de la population pendant la crise sanitaire afin d'obtenir des avancées pour les salariés des hôpitaux et des Ehpad.

Ces premières manifestations autorisées dans le pays depuis l'entrée en vigueur du confinement ont rassemblé plusieurs milliers de personnes (+ de 80 000 à Paris, 10 000 à Lyon, 10 000 à Nantes, 9000 à Bordeaux, 20 000 à Marseille et des dizaines de milliers ailleurs...

Jacques, retraité, raconte qu'après avoir « applaudi pendant des soirs et des soirs à 20 heures pour soutenir les soignants », il est venu « le faire en direct parce qu'il a été effrayé par l'état de l'hôpital public mis en évidence par la crise du COVID-19 ».

La manifestation du 30 juin s'est déroulée dans le calme et dans une ambiance bon enfant, contrairement à celle du 16 juin qui avait dégénéré en fin de journée avec des affrontements entre la police et certains des manifestants.

CS

Pétition émanant de la fédération LSR destinée à défendre nos droits aux vacances. Vous pouvez signer cette pétition en utilisant le lien suivant : <http://chng.it/bVW94rmP9M>

Non au racket de l'Etat sur le droit aux vacances des retraités et pour le maintien du billet SNCF à 30 euros

Depuis sa création, LSR est partenaire de l'ANCV pour permettre aux retraités qui ont des petites pensions de partir en vacances grâce aux séjours Bourse Solidarité Vacances (BSV organisés par la Fédération) et Seniors En Vacances (SEV organisés par nos Associations locales).

Or, nous apprenons que l'État a demandé à l'Agence Nationale des Chèques Vacances (ANCV) de ponctionner 30 millions d'euros sur ses réserves pour abonder le fond de solidarité mis en place pour les entreprises. Son Conseil d'Administration a majoritairement répondu favorablement à cette demande.

Il s'agit d'un détournement intolérable de l'épargne des salariés et des agents de la Fonction Publique (État-Territoriale-Hospitalière) aux revenus les moins élevés.

La demande de l'État crée un précédent dangereux de financement par l'ANCV de politiques publiques ne relevant pas de son objet social.

Enfin, ce prélèvement sur les réserves financières de l'ANCV aura des conséquences préjudiciables sur les moyens financiers dédiés aux politiques sociales en direction des personnes les plus démunies et les plus pauvres.

Au moment où nous subissons cette pandémie qui affecte en priorité les retraités, il est intolérable de remettre en cause leur droit aux vacances.

D'autres moyens peuvent être mobilisés pour financer le fonds dédié aux entreprises impactées par la crise sanitaire, sociale et économique comme par exemple, taxer les dividendes que certaines entreprises se refusent d'annuler cette année, rétablir l'ISF, prendre des mesures coercitives contre l'évasion fiscale.

De plus, la Fédération LSR et ses Associations continuent d'exiger le maintien du billet SNCF à 30 euros pour les séjours BSV dont nous n'avons aucune garantie pour 2021.

Ce qu'Emmanuel Macron prévoit pour la suite de son quinquennat



C'est : « d'accélérer le tempo des réformes engagées ». Si sa feuille de route ne sera dévoilée qu'en juillet, nous connaissons déjà les grandes réformes qu'il veut voir aboutir avant la fin de son quinquennat.

En premier lieu, la **réforme des retraites** n'est pas abandonnée et reste un projet phare.

Pour le Gouvernement son propos n'a pas évolué et il persiste à maintenir une réforme avec la suppression des régimes spéciaux pour soi-disant plus de « justice sociale ». Ils font état d'un éventuel abandon des mesures de crispation telles que l'âge pivot au profit d'un âge d'équilibre afin de contenter la CFDT.

Autre grand projet, la **réforme de l'assurance-chômage** dont la philosophie devrait être conservée. Ainsi le calcul par rapport au salaire de référence ainsi que la dégressivité seront maintenus dans le texte. En revanche, la durée d'indemnisation ne devrait plus être raccourcie, "*compte tenu de l'état du marché du travail*".

Le Gouvernement prend prétexte de la crise du COVID-19 pour faire sous le couvert d'une **réforme de l'apprentissage** un nouveau cadeau aux patrons en supportant la charge de la première année d'apprentissage.

La mise en place de façon systématique **d'assemblées citoyennes** pour faire des débats nationaux sur différents secteurs. « Semblant de démocratie » qui ne remplacera ni les référendums citoyens, ni les décisions parlementaires. La dernière assemblée mise

en place est celle sur l'environnement et le climat, et ses conclusions seront livrées fin juin et seront peut-être soumises à référendum.

Dans les tuyaux, il y a aussi un nouveau **projet de déconcentration et de décentralisation** soi-disant de rapprocher les centres de décision des administrés et en fin de compte de charger encore un peu plus l'échelon territorial. Le but de cette réforme est de « de remettre à plat les compétences, les responsabilités et les financements des communes ».

Le **Ségur de la Santé** qui doit rendre ces premières conclusions avant la mi-juillet est une concertation de grande ampleur entre tous les acteurs sociaux afin de soi-disant améliorer le secteur de la santé. Celui-ci mis à mal par des choix politiques depuis deux décennies devrait selon Macron être réformé. Si le COVID-19 a révélé la détérioration du secteur de la santé, il a mis surtout en avant la faiblesse gouvernementale à prendre en charge la pandémie.

En conclusion, la mise en confinement des millions de français et la promesse d'un jour d'après n'a pas changé d'un iota les visions de changement sociétal du gouvernement Macron qui va de plus s'appuyer sur cette crise sanitaire pour démonter le droit du travail, les services publics, en résumé tous les acquis sociaux issus du CNR.

Le jour d'après pour Macron sera le comme le jour d'avant en pire.

C.S.

RELOCALISER LA PRODUCTION



Le cours de l'évolution de la planète avec son cortège de catastrophes climatiques s'est arrêté avec la crise sanitaire et son cortège de drames humains. N'est-ce pas l'occasion de tourner la page ?

Turner la page de cette logique comptable dans laquelle l'humain ne compte que pour ce qu'il rapporte.

On entend dire parfois : on a eu que ... morts, comme à l'armée on pourrait entendre : on a droit à ...% de pertes. Où est l'aspect humain de cette tragédie ?

Notre société écrase les plus fragiles, on ne peut l'accepter. Ne laissons pas l'amnésie s'installer.

Ils auront vite oublié :

- les masques manquants, les sacs poubelles remis aux soignants, les sur-blouses fabriquées à la maison,
- les premiers de corvée, derniers de cordée qui triment dès 5h du matin pour moins de 800 euros par mois,
- leurs aveux, leurs promesses.

Turner la page de la désindustrialisation à tout va, rendant notre pays dépendant de l'étranger. Conséquences : pas de masques, pas de tests, alors confinement et des morts par dizaines de milliers. Il est indispensable et urgent :

- de réindustrialiser notre pays,
- de travailler sur la relocalisation des productions,
- de développer les coopérations internationales dans tous les secteurs de l'industrie.

Cela permettrait :

- de réduire massivement le chômage, en créant 3 à 4 millions d'emplois,
- de lutter durablement contre le réchauffement climatique, puisqu'on sait qu'en France, 35% des gaz à effet de serre sont induits par l'importation de produits manufacturés.

On ne nous a rien donné, on a tout gagné par l'action.

Continuons !

EO

Défendre les intérêts des retraité.e.s et futur.e.s retraité.e.s fait partie de l'ADN de vos représentant.e.s et élu.e.s CGT dans les conseils d'administrations des différentes caisses de retraite. Les retraité.e.s de notre fédération sont bien représenté.e.s :

Claude BARRE administrateur collège des retraités **CNRACL**,

Jean-Marc ARRIGHI mandaté pour le collège des retraités **IRCANTEC**

Didier LOUVET collègue unique actif et retraité **ERAFFP**.

Déclaration liminaire des représentants des bénéficiaires-cotisants de 8 organisations syndicales au Conseil d'administration de l'ERAFFP du 9 juillet 2020. La CGT a été à l'initiative du point sur la révision de la charte ISR (investissement socialement responsable) notamment sur l'aspect social des critères d'investissement.

« Monsieur le Président, au nom de toutes les organisations syndicales qui représentent les bénéficiaires-cotisants de ce régime, je souhaite faire la courte déclaration liminaire suivante :

Nous souhaitons tout d'abord saluer l'engagement professionnel des nombreux salariés qui ont œuvré, en mode présentiel ou en télétravail, pour assurer la continuité des activités du régime durant la période de confinement, en particulier ceux de l'ERAFFP et de ses prestataires, au premier rang desquels la Caisse des Dépôts et Consignations, et qui ont ainsi permis la permanence de toutes les prestations habituellement offertes.

Nous souhaitons ensuite souligner les interrogations qui se posent aujourd'hui sur l'avenir de l'économie et de son développement et l'acuité nouvelle que prennent maintenant les questions environnementales et climatiques, qui étaient déjà fortes au sein de ce Conseil d'Administration et qui se confirment comme des enjeux mondiaux. Pour autant, nous estimons que notre charte ISR doit peut-être être révisée et, surtout, que sa déclinaison opérationnelle doit être encore plus minutieusement vérifiée, en particulier dans son pilier Social, voire de Gouvernance. En ce sens, il nous semble que le Comité Spécialisé de la Politique des Placements doit rapidement mettre ces travaux à son ordre du jour pour proposer ensuite au C.A. les évolutions de la Charte qui apparaîtront comme nécessaires.

Enfin, à l'heure où un nouveau gouvernement vient d'être formé, comment ne pas nous interroger sur la volonté du Président de la République de poursuivre la réforme des retraites qui borne l'avenir du régime de la RAFFP ? Au-delà de la diversité des points de vue des différentes organisations syndicales de ce pays sur cette réforme, nous ne pouvons que relever l'opinion partagée par toutes, y compris par les organisations patronales d'ailleurs, que ce n'est pas le bon moment pour ce faire, tant la crise économique qui s'annonce va être violente et brutale. La priorité actuelle doit être de rétablir au plus vite l'appareil productif et de limiter au mieux les conséquences des nombreuses suppressions d'emploi qui se profilent.

Je vous remercie pour votre attention. »

Bonnes vacances

A la rentrée !!!



Fédération des services publics - Union fédérale des retraités des services publics
Case 547 - 263 rue de Paris - 93515 MONTREUIL CEDEX
ufr@fdsp.cgt.fr Tél : 01 55 82 88 42